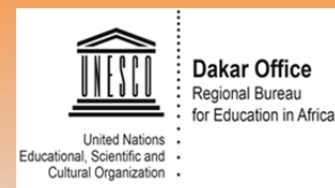


La Voix du DPE en AFRIQUE



SOMMAIRE

Mot de bienvenue de la présidente du GTDPE	3
Mot de bienvenue du rédacteur en chef	4
Section Nouvelles	5
ANNONCES ET ÉVÉNEMENTS	5
PARTICIPATION AUX RÉUNIONS ET CONFÉRENCES	8
Profil des initiatives de DPE.....	10
L'indice holistique de développement adapté à la petite enfance (HECDI).....	10
Section Revue.....	13
I. RENFORCER LES CONTRIBUTIONS DE L'AFRIQUE A LA RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT14	
II. LA RECHERCHE CENTRÉE SUR L'AFRIQUE PAR OPPOSITION A LA RECHERCHE MENÉE PAR L'AFRIQUE.....	21
Listes des sites web/liens liés au DPE.....	23
Sites d'information générale sur le DPE.....	23
Sites abordant des centres d'intérêt spécifiques au DPE.....	26
Sites web des ONG sur : la gestion, le réseautage, la gouvernance, le leadership, etc.....	28

La Voix du DPE en Afrique est une publication du groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) pour le compte de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), présidée par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA).

Si vous désirez vous abonner à notre journal électronique, merci d'envoyer un courriel à wgecd@afdb.org et d'indiquer la version de votre choix, anglaise ou française.

Pour de plus d'informations, veuillez contacter :

Mme Rokhaya Fall DIAWARA
Coordonnatrice, GTDPE
Spécialiste du programme DPE, UNESCO BREDA
Courriel : r.diawara@unesco.org

Mme Raki BAL
Responsable de la communication, GTDPE
Assistante de programme, UNESCO BREDA
Courriel : r.bal@unesco.org

Rédacteur en chef de ce numéro : Alan Pence

Professeur, Université de Victoria
Chaire de l'UNESCO en éducation et protection de la petite enfance
Courriel : apence@uvic.ca

Photo de couverture : Lynette Jackson, UVDPE



Mot de bienvenue de la présidente du GTDPE

Bienvenue au premier numéro de La Voix du DPE en Afrique (« La Voix »). Cette nouvelle publication est le fruit de la collaboration entre divers groupes afin de s'assurer que l'éducation, la protection et le développement de la petite enfance (DPE) ainsi que les travaux de recherche contextuellement pertinents pour le DPE disposent d'une voix que l'on entende en Afrique et dans le monde.

L'éditeur de La Voix est le groupe de travail de l'ADEA sur le DPE (GTDPE) placé sous la direction de l'UNESCO-BREDA et de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). Cette nouvelle revue est cofinancée par la Banque mondiale et le Groupe consultatif sur l'EPPE au titre du Mécanisme d'octroi de dons pour le développement (DGF).

Le groupe de travail sur le DPE existe depuis près d'une décennie et demie et il a succédé à un groupe appelé le Réseau du DPE en Afrique (ECDNA). Ces organisations sont la preuve que le DPE en Afrique est porteur d'une double histoire : pour les activités de réseautage, une histoire multipays qui remonte au moins au début des années 1990, et pour les innovations de DPE une histoire intrapays que l'on peut faire remonter juste après les indépendances des années 1960 dans certains pays (par exemple, les programmes Harambee de petite enfance au Kenya).

Renforcer la communication sur le DPE en Afrique est un objectif central du GTDPE. C'est en 2004 environ que le GTDPE a créé un site web qui a récemment mis à jour (ecdafricanetwork.org). La Voix du DPE en Afrique est une initiative visant à étendre ce travail en proposant un format électronique facilement imprimable qui permet également une distribution sur papier.

Nous espérons que vous apprécierez cette première édition de La Voix.

Ann Therese Ndong-Jatta
Directrice de l'UNESCO-BREDA
Présidente du GTDPE de l'ADEA

Mot de bienvenue du rédacteur en chef

Je souhaite ajouter quelques mots de bienvenue à ceux de la présidente du GTDPE. Comme Mme Ann Therese Ndong-Jatta l'a indiqué, le DPE a une longue histoire en Afrique, mais sa voix n'a pas toujours été entendue, ce qui est la principale raison de la création de La Voix.

La Voix du DPE en Afrique paraît au moment où l'éducation, la protection et le développement de la petite enfance (DPE) connaissent des avancées significatives non seulement en matière d'élaboration de politiques et de programmes dans de nombreuses régions d'Afrique, mais aussi au moment où la nécessité de travaux de recherche basés en Afrique et menés par l'Afrique est de plus en plus reconnue. À cet effet, ce premier numéro de La Voix porte sur les questions de la promotion des capacités pour la recherche sur le DPE et les travaux scientifiques connexes.

Les récents ateliers centrés sur la recherche en DPE organisés en Afrique (Lusaka, 2010 ; Johannesburg, 2013) ont appelé la création d'une revue scientifique pour l'Afrique. En concertation avec le GTDPE, il a été décidé que la combinaison d'une lettre d'information et d'une revue était la voie à suivre, solide et utile, associant les nouvelles du terrain à des synthèses et des extraits de travaux de recherche pertinents afin de contribuer à éclairer et guider le développement du DPE sur le continent. La Voix se propose d'être une publication à usage multiple de ce genre — utile non seulement pour les chercheurs en DPE, mais aussi pour les politiques, les programmes et les dirigeants communautaires d'Afrique subsaharienne. Cette approche présente également l'avantage de ne pas exclure la création ultérieure d'une revue scientifique sur le DPE africain ou la création par différents groupes de leurs propres lettres d'information.

Ainsi que l'a noté la présidente du GTDPE, nous espérons que vous apprécierez ce premier numéro de La Voix et nous vous invitons à nous adresser vos commentaires sur ce numéro et vos recommandations pour les prochains numéros. (Veuillez noter que l'éditeur de La Voix a l'intention d'identifier des rédacteurs en chef différents pour chaque numéro et chaque rédacteur en chef, ou groupe de rédacteurs, assumera la responsabilité de plusieurs questions. La séquence des rédacteurs et des questions sera formulée par l'éditeur et le premier rédacteur en chef dans les prochains mois)

Sincères salutations.

Alan Pence
Premier rédacteur en chef, La Voix du DPE en Afrique

Section Nouvelles

Pendant la phase de conception de La Voix du DPE en Afrique, le GTDPE a décidé qu'une lettre d'information accessible à la communauté plus large du DPE en Afrique serait utile. Le premier numéro de cette Lettre d'information a été distribué en juillet 2013. Comme elle représente un premier pas important pour le GTDPE et puisque ces nouvelles sont pertinentes pour ce numéro, les points principaux de son contenu sont reproduits dans la Section Nouvelles à l'intention des lecteurs de La Voix.

ANNONCES ET ÉVÉNEMENTS

Sollicitation des observations du public (échéance le 18 octobre 2013) sur le rapport du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN) des NU sur les enfants

Le groupe thématique a préparé son rapport : « Le futur de nos enfants : l'apprentissage tout au long de la vie, multigénérationnel pour le développement durable ». Il s'agit d'une source essentielle de contribution aux objectifs de l'après 2015 et c'est le seul réseau de recherche que le secrétaire général des NU a chargé d'apporter une contribution aux objectifs. Le résumé analytique, le rapport complet et le formulaire pour faire des observations sur le rapport sont disponibles sur :

http://unsdsn.org/thematicgroups/tg4/tg4_resources/.

Chers lecteurs de « La Voix »,

Je viens de recevoir la demande ci-dessus avec un appel fort de « Voix d'Afrique ». J'espère que beaucoup d'entre vous pourront y répondre. Veuillez noter la date butoir du 18 octobre.

Cordialement et merci,

Alan Pence, Premier rédacteur en chef

Faire avancer l'agenda du développement de la petite enfance en Afrique : combler l'écart entre la politique et la mise en œuvre

Contribution de la Banque mondiale

Du 7 au 10 mai 2013, les délégations de huit pays africains francophones – Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo – se sont réunies à Dakar pour participer à un atelier régional sur le Développement de la petite enfance (DPE). L'atelier a rassemblé les délégués nationaux de différents ministères pertinents (ministères de l'Éducation, de la Santé et/ou des Affaires sociales), des organisations de la société civile, des experts régionaux et internationaux en DPE, des organisations partenaires du développement. L'atelier a été organisé par la Banque mondiale, en partenariat avec le PME, l'UNICEF et l'UNESCO.

À travers le continent, les pays ont accompli des progrès en ce qui concerne l'environnement politique pour soutenir le développement des jeunes enfants, mais la mise en œuvre demeure un véritable défi. Cet atelier visait à aider ces pays à passer de l'analyse politique à une mise en œuvre effective et à promouvoir l'apprentissage régional Sud-Sud. Les séances plénières ont présenté les éléments d'information des experts et les expériences des pays sur une variété de sujets structurés autour de trois objectifs politiques : *Création d'un environnement propice, Mise en œuvre générale, et Suivi et assurance qualité*. Les participants ont travaillé par équipes nationales.

Il a été demandé à chaque équipe d'identifier les principaux domaines présentant des problèmes de mise en œuvre et d'élaborer des plans concrets pour améliorer la prestation de services de DPE dans les pays respectifs. Des experts techniques ont été invités dans les domaines de la finance, l'assurance qualité, la conception des curricula, l'évaluation de l'impact, le développement de réseau et les partenariats publics-privés. En plus des présentations officielles, chaque délégation a eu le temps de rencontrer les experts de manière individualisée pour une orientation politique spécifique à chaque pays. Cette opportunité a obtenu une note très élevée dans les fiches d'évaluation.

À la question d'identifier les principaux défis de mise œuvre...

Tous les pays participants ont mis en évidence deux défis principaux : (1) le recrutement de professionnels qualifiés pour l'enseignement et l'administration et (2) la coordination intersectorielle pour une prestation intégrée des services. Citons parmi les autres défis identifiés :

- Le manque de sensibilisation du public sur l'importance du DPE dans les pays.
- Le manque de ressources financières.
- L'offre insuffisante d'espaces de DPE.
- La nécessité de soutiens au curriculum.

À la question d'identifier les opportunités potentielles...

Sept sur les huit pays participants ont identifié la volonté et le dynamisme politiques comme les opportunités majeures pour étendre l'offre de DPE dans les pays respectifs. Les autres opportunités les plus couramment citées étaient les capacités institutionnelles de mise en œuvre des politiques de DPE et la présence d'un soutien technique par le biais de partenariats (y

compris ceux avec les agences donatrices) pour soutenir les objectifs de mise en œuvre du DPE.

Les perspectives

L'atelier s'est achevé par les présentations des pays sur les prochaines étapes spécifiques et les messages à ramener dans les pays. Six actions spécifiques ont été couramment exposées par les délégations nationales dans leur plan pour promouvoir le DPE et l'Éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) dans le contexte respectif de chaque pays :

1. Accroître la base de données factuelles à des fins de plaidoyer – quels sont les modèles de DPE les plus efficaces/coûts-efficaces ?
2. Créer des réseaux nationaux et/ou régionaux de DPE.
3. Élaborer des stratégies de mobilisation des ressources.
4. Améliorer les programmes d'éducation parentale.
5. Intégrer les composantes sanitaire et nutritionnelle dans la programmation existante d'EPPE reposant sur les centres.
6. Offrir une formation aux administrateurs des centres d'EPPE, aux enseignants et animateurs d'EPPE et aux agents de santé communautaires.

Les organisateurs de l'atelier continueront à travailler avec les délégations nationales pour diffuser l'information et les bonnes pratiques dans les pays et à travailler de façon coordonnée pour aborder les défis identifiés. Un site internet, protégé par un mot de passe, sera mis sur pied et fonctionnel sous peu pour offrir des possibilités de partage de l'information entre les pays et les partenaires – avec le temps, le site sera élargi en vue d'inclure plus de membres.

Réunion conjointe de l'UNICEF BRAOC sur la SASDE et le DPE

Du 17 au 21 juin 2013, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (BRAOC) a accueilli à Dakar au Sénégal la toute première réunion conjointe de la Stratégie accélérée pour la survie et le développement de l'enfant (SASDE) et du Réseau de DPE dans le but de renforcer l'intersectorialité autour de la survie et du développement de l'enfant. Pour ce faire, les mises à jour sur le prototype régional pour les stratégies nationales de DPE ainsi que les expériences intéressantes de mise en œuvre des pays ont été partagées.

Reconnaissant l'importance de la programmation basée sur la recherche, l'UNICEF BRAOC développe un prototype pour les stratégies nationales de DPE qui comprend une enquête sur le comportement parental, l'évaluation des compétences du jeune enfant en vue d'élaborer des programmes préscolaires de qualité et un modèle d'établissement des coûts des politiques de DPE. Les pays comme le Cap-Vert, la Mauritanie, Sao Tomé et Principe, la Sierra Leone et le Togo testent actuellement le prototype dans la région.

Un total de 135 participants a assisté à la réunion conjointe SASDE-DPE le 19 juin et 36 participants venant de 23 des 24 pays de la région à la réunion de deux jours portant uniquement sur le DPE.

Pour l'immense majorité des pays de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, un programme d'éducation parentale à large échelle nationale incluant un soutien aux parents dans les domaines du développement, de l'éducation et de la protection des jeunes enfants n'est pas viable. La réunion a été l'occasion de discuter des problèmes actuels et des tendances futures à cet égard.

De plus, malgré les efforts intensifs de l'UNICEF pour mobiliser les parties prenantes autour des politiques multisectorielles nationales de DPE, aucun pays de la région n'a de politique budgétisée de DPE mise en œuvre à l'échelon national.

Cette réunion régionale a souligné l'importance de travailler en intersectorialité, ce qui demeure le défi principal des programmes mis en œuvre dans la région.

L'une des principales conclusions de la réunion est que l'approche dite du « cycle de la vie » appliquée à la programmation doit être renforcée par la production de données factuelles et fondées sur la recherche et la mise œuvre d'actions concrètes identifiées dans les programmes pays de l'UNICEF.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Mariavittoria Ballotta (mvballotta@unicef.org).

Approfondir la stratégie de couverture du DPE et le cadre à mi-parcours (29 juillet-1er août 2013)

Cette réunion a eu lieu au *Centre national de ressources éducationnelles* (CNRE) et a été organisée par la *Direction de l'éducation préscolaire du Sénégal* en partenariat avec les structures de gouvernance chargées de l'IECD avec le soutien de l'UNICEF.

Ont assisté à la réunion animée par le professeur Alain MINGAT :

- Les membres de différentes institutions (ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entrepreneuriat féminin et ministère de l'Éducation) ;
- L'Agence nationale de la statistique et de la démographie ;
- Les partenaires techniques ;
- Les ONG ; et
- Les universités.

La réunion est le prolongement de l'atelier régional de Dakar organisé en mai 2012 qui avait pour thème « Faire avancer l'agenda du développement de la petite enfance en Afrique : de l'analyse politique à la mise en œuvre. »

Malgré les efforts considérables déployés par les autorités politiques, il reste encore beaucoup à faire en raison de :

- La priorité accordée à l'enseignement primaire ;
- La faible tendance à reproduire les programmes de développement « crédibles et viables » pouvant être intégrés dans des entités plus importantes qui seraient conformes au financement, en particulier les plans sectoriels de l'éducation.

L'objectif général de la réunion était d'élaborer un document pour renforcer le cadre politique

du développement de la petite enfance. Les objectifs spécifiques étaient :

- Lister l'expérience du Sénégal concernant le développement de la petite enfance ;
- Présenter un cadre d'analyse officiel ;
- Identifier les différents scénarios ; et
- Faire une évaluation et identifier les étapes ultérieures.

La consultation thématique sur l'éducation dans le programme de l'après 2015, 18-19 mars 2013, Dakar, Sénégal

La réunion, accueillie par le gouvernement du Sénégal en collaboration avec l'UNESCO et l'UNICEF, a examiné les progrès et les défis ainsi que les perspectives de l'éducation dans le programme de développement de l'après 2015. Les pays et les partenaires du développement plaident avec détermination pour que le programme de l'après 2015 accorde une priorité élevée au développement de la petite enfance. La communauté de la petite enfance était représentée par le groupe consultatif sur la petite enfance.

Document analytique sur l'approche communautaire Le GTDPE-ADEA travaille actuellement sur l'élaboration d'un document analytique « Approche communautaire : un impératif pour le DPE en Afrique : analyse et repères pour l'action ». Cette publication vise à aider les gouvernements et les partenaires à étendre les centres communautaires de DPE. M. Mamadou Ndoye, ancien ministre de l'Éducation de base (Sénégal) et ancien secrétaire exécutif de l'ADEA, travaille avec Rokhaya Diawara, coordonnatrice du GTDPE-ADEA. Un appel à contributions a été lancé à cette fin.

La campagne de mobilisation en faveur du DPE dans le débat de l'après 2015

Afin d'inscrire le DPE parmi les priorités absolues de l'après 2015, le GTDPE-ADEA a lancé une campagne à l'aide des médias sociaux avec l'objectif d'obtenir un million de « J'aime » à la fin de l'année. Deux consultants juniors ont été recrutés pour une période de six mois sur la gestion des médias sociaux (Facebook, twitter, blog).

La création des Équipes spéciales du GTDPE

Comme convenu dans le programme de travail du GTDPE, trois équipes spéciales ont été identifiées pour le DPE en Afrique :

1. Renforcement des capacités en Afrique (Patience Awopegba de l'IICBA dirige cette équipe spéciale) ;
2. Élaboration des politiques et soutien à la planification ; et
3. Recherche et partage des connaissances.

Nous vous encourageons à poser votre candidature à l'équipe spéciale sur l'Élaboration des politiques et le soutien à la planification et à celle sur la Recherche et le partage des connaissances. Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer un courriel à : r.diawara@unesco.org.

PARTICIPATION AUX RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

La coordonnatrice du GTDPE-ADEA a assisté en 2013 aux réunions suivantes :

Janvier

Sèvres – Deux réunions, 9-12 janvier et 19-21 février (France)

Dans le cadre du suivi de la réunion de Cotonou sur la petite enfance et le développement communautaire organisé par le GTDPE et le REPTA en novembre 2012, deux autres réunions se sont

tenues à Sèvres visant à l'élaboration de documents pour le suivi de Cotonou. Les réunions ont donné lieu à la rédaction de rapports (compte rendu), l'élaboration d'un document analytique et la validation de la fiche d'information des pays.

Février

Atelier d'élaboration d'une méthodologie pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour l'enseignement primaire organisé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), 25 février - 1^{er} mars (Dakar, Sénégal). La petite enfance y a été beaucoup abordée, en particulier l'utilisation efficace des langues maternelles dans les activités d'apprentissage/d'éveil. Un débat a été organisé avec le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) sur la mise en place d'un projet d'éveil à la lecture pour les tous petits et de l'approche alphabétisation famille.

Mars

Écriture à travers le visuel/virtuel : inscrire la langue, la littérature et la culture en Afrique francophone et dans les Caraïbes, 7-9 mars à l'Université Rutgers (Nouveau-Brunswick). L'événement a été conçu pour encourager la compréhension transdisciplinaire de l'interaction complexe entre la langue, la littérature, les arts, les domaines d'expression visuels et virtuels en Afrique francophone et dans les Caraïbes.

Mai

Faire avancer l'agenda du développement de la petite enfance en Afrique : de l'analyse politique à la mise en œuvre, 7-10 mai, Dakar, Sénégal

La Banque mondiale, en collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), l'UNICEF et l'UNESCO a organisé une réunion technique visant à faire avancer l'agenda de DPE. Des participants des pays francophones d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo), des partenaires (Banque mondiale, UNICEF, UNESCO, GIZ) et d'universités (Université Yale, Université de Londres, etc.) ont participé à la réunion.

Profil des initiatives de DPE

L'indice holistique de développement adapté à la petite enfance (HECDI)

Contribution de l'UNESCO, Paris

L'indice holistique de développement adapté à la petite enfance est un nouveau cadre qui constitue le point de départ d'un indice des progrès mondiaux dans le domaine du soutien au jeune enfant. Lancé à la suite de la Conférence mondiale sur l'EPPE à Moscou en 2010 et élaboré en collaboration avec un large éventail d'experts de la petite enfance et d'organisations partenaires, le HECDI insiste sur le fait qu'il faut considérer la petite enfance comme le reflet des nombreux domaines essentiels au développement du jeune enfant : la santé, la nutrition, la parentalité, l'éducation, la protection sociale et la pauvreté qui jouent tous un rôle important pour influencer le développement du jeune enfant. Le HECDI comprend aussi des indicateurs sur les familles, les communautés et les gouvernements qui jouent tous des rôles clés dans le soutien au jeune enfant. À l'heure actuelle, on mesure souvent le développement de la petite enfance à l'aide de quelques indicateurs seulement – par exemple, le taux de mortalité des moins de cinq ans ou la malnutrition. Ces indicateurs sont essentiels pour comprendre les conditions dans lesquelles vivent les enfants, mais pour avoir une image complète de la situation, un indice holistique est nécessaire afin d'aider les pays et les organisations internationales à identifier les atouts et les possibilités d'amélioration. Le HECDI a été lancé à la suite de la conférence de

Moscou sur le développement de la petite enfance en décembre 2010. L'ensemble de ces objectifs, buts et indicateurs englobe les concepts de base sous-tendant l'Objectif 1 de l'EPT : fournir des services d'EPPE complets et de qualité à tous les enfants en mettant l'accent sur les enfants les plus vulnérables. Les indicateurs comprennent des mesures **complètes** qui impliquent les six domaines essentiels au développement précoce : la santé, la nutrition, l'équité & la protection sociale, l'éducation, la parentalité et la pauvreté ; **l'accès** : le degré auquel tous les enfants reçoivent des services d'EPPE ; et la **qualité** : la qualité générale des programmes et du système public en place pour appuyer la prestation de services de qualité.

Le HECDI est en cours de finalisation et sera prêt pour l'application dans les pays fin 2013 ou début 2014. Pour ce faire, il conviendra de convoquer un groupe intersectoriel afin de discuter des approches holistiques au développement du jeune enfant, d'examiner les indicateurs disponibles pertinents pour le développement de la petite enfance et d'identifier les indicateurs, particulièrement importants, qu'il faudra élaborer et collecter à l'avenir pour le suivi du DPE dans les pays.

Les objectifs, buts et indicateurs suivants sont inclus dans le HECDI :

Objectif	Cible	Indicateurs
Les enfants présentent un niveau de développement et	La survie de l'enfant	<ul style="list-style-type: none">• Taux de mortalité des moins de 5 ans
	Les enfants ont un poids normal	<ul style="list-style-type: none">• Faible poids à la naissance• Enfants en surpoids âgés de moins de 5 ans• Prévalence du retard de croissance
	L'absence de maladies fréquentes ou d'affections chroniques chez les	<ul style="list-style-type: none">• Diarrhée : utilisation du traitement de réhydratation orale & sels (SRO)

Objectif	Cible	Indicateurs
d'apprentissage approprié à leur âge	enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Recours aux soins pour la pneumonie • Diagnostics du paludisme • VIH
	Les enfants sont sur la voie en matière de développement social/affectif et cognitif	<ul style="list-style-type: none"> • Indice de développement de la petite enfance (EDI) • EDI — Enquêtes à indicateurs multiples (MICS) • Développement neurologique pendant les 1 000 premiers jours
Les enfants vivent dans un environnement familial stimulant sur le plan cognitif, affectif avec des ressources adéquates	L'accès à une eau potable et un assainissement de meilleure qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à une eau potable de meilleure qualité • Accès à l'assainissement
	Des politiques de congé parental payé pour les nourrissons, dans les cadres formel et informel	<ul style="list-style-type: none"> • Congé parental payé
	Les parents ont accès aux programmes de soutien et d'éducation parentaux	Aucun
	Les mères ont une éducation formelle	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation maternelle • Moyenne d'années d'instruction des hommes et des femmes âgés de 15 ans et plus
	Les mères connaissent le bien-être	<ul style="list-style-type: none"> • Dépression maternelle • Bien-être maternel subjectif
	L'absence d'exposition des enfants à la violence familiale	<ul style="list-style-type: none"> • L'attitude contre la violence familiale
	Les enfants profitent de soins quotidiens adéquats	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants ont été livrés à eux-mêmes ou confiés à un autre enfant de moins de 10 ans pendant plus d'une heure la semaine précédente
	L'existence de politiques et de programmes pour sortir les familles de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Allocations et revenus de la famille • Politiques sur les revenus, soutiens et congés familiaux
Les enfants vivent dans des foyers ayant des ressources adéquates	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants vivent dans la pauvreté 	
Les enfants & les familles ont accès à des programmes & des services de qualité et accessibles	Les enfants ont accès à des soins préventifs et médicaux complets	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de vaccination • Prestataires de soins de santé pour 10 000 habitants • Accès aux interventions essentielles de santé de DPE
	Les services de grossesse & services de naissance	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'accoucheuses qualifiées pendant la naissance • Au moins 4 visites prénatales
	L'accès à une éducation et protection de la petite enfance (EPPE) de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants entrent en 1^{ère} année avec une expérience d'EPPE • Taux bruts d'éducation préprimaire (EPP) • Programmes avec des rations de plus 1:30 • Enseignants qualifiés pour enseigner dans le préprimaire • Ratio élèves-enseignant dans le pré-primaire • Redoublement en 1^{ère} année
	Le pays ou la communauté contrôle et répond selon les besoins à la croissance de l'enfant et à son état nutritionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun

Objectif	Cible	Indicateurs
<p>Les droits des enfants sont protégés et respectés par la mise en œuvre de politiques et de programmes pour soutenir les enfants et les familles</p>	<p>L'équité et la protection sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration des naissances • L'enfant reçoit un acte de naissance • Conformité du pays à la Convention des droits de l'enfant (CDE) (Indicateurs GC7)

Section Revue

Comme le rédacteur en chef le notait dans son introduction, la section Revue de ce numéro sera axée sur les efforts assez récents pour renforcer et promouvoir la voix de l’Afrique dans la recherche internationale. Les professionnels du DPE en Afrique le savent bien, non seulement la littérature de DPE spécialisée sur l’Afrique est rare, mais la pénurie des travaux de recherche *menée par l’Afrique* publiés dans des revues disponibles à l’échelle internationale est encore plus préoccupante.

Ces questions sont un sujet permanent de préoccupation pour de nombreuses organisations liées au DPE en Afrique (notamment le programme de l’Université virtuelle de développement de la petite enfance (UVDPE), dirigé par le rédacteur en chef de ce premier numéro de La Voix, Alan Pence). Dans ce contexte, M. Pence et le professeur Kofi Marfo (professeur à l’UVDPE et à l’Université de South Florida) se sont réjouis lorsque la prestigieuse Society for Research in Child Development (SRCD), basée et surtout centrée sur les populations des États-Unis et d’Amérique du Nord, a lancé un appel à propositions pour « poursuivre des activités scientifiques en petit groupe pour faire avancer les priorités et les objectifs stratégiques de la Société qui sont d’accroître :

1. L’appréciation du fait que la compréhension du développement nécessite des perspectives et les méthodes de disciplines multiples ;
2. La diversité culturelle et contextuelle dans tous les aspects de l’étude du développement de l’enfant ; et,
3. Les perspectives internationales dans l’étude du développement de l’enfant. »

Marfo et Pence ont accueilli cet appel comme une occasion non seulement d’accroître la sensibilisation sur la sous-représentation des contributions non occidentales à la science du développement de l’enfant, mais aussi de créer un forum pour un groupe international, interdisciplinaire de scientifiques afin d’examiner spécifiquement le contexte africain. Le moment de l’appel était également complémentaire avec l’initiative lancée par l’Association des universités africaines (AUA) visant à améliorer la position des établissements d’enseignement supérieur (EES) pour qu’ils assument un rôle majeur en tant qu’agents positifs du changement à travers le continent et permettent aux scientifiques africains de renforcer leur rôle dans la recherche et l’analyse des politiques.

Marfo et Pence ont estimé qu’il était important que la proposition soumise au SRCD adopte une position forte en affirmant que la relative absence des voix africaines dans la recherche sur le développement de l’enfant était une préoccupation non seulement pour l’Afrique, mais plus largement pour le monde, car les revendications « d’universalité » étaient trop souvent non justifiées par la recherche. (ou comme Jeffrey Arnett l’a noté dans la revue *American Psychologist*, « ...la recherche sur l’ensemble de l’humanité est nécessaire pour créer une science qui représentent véritablement l’ensemble de l’humanité », 2008, p. 602.) C’est en partie à cause de la véhémence du ton que les co-dirigeants ont été (très agréablement !) surpris d’apprendre quelques semaines plus tard que leur proposition était l’une des quatre retenues (sur soixante-dix) pour recevoir un financement.

Le montant de la subvention n’était pas important (20 000 US\$), mais la victoire l’était. Grâce à un financement supplémentaire accordé par un programme de l’Université de Victoria, neuf scientifiques internationaux ont pu se réunir à Victoria pendant une semaine pour des discussions sur la promotion du DPE et les capacités scientifiques dans le domaine du développement de l’enfant en Afrique et dans d’autres régions du monde majoritaire (en développement). Étant donné le montant limité des fonds, les

organisateur n'ont pas pu réunir à Victoria autant de personnes venant d'Afrique qu'ils l'auraient souhaité, mais le groupe a identifié la nécessité de tenir un atelier similaire en Afrique comme une priorité absolue pour le travail à venir.

Dans le cadre de la proposition, les organisateurs ont identifié comme objectif l'élaboration, à travers le processus de l'atelier, d'une série de documents destinés à la publication. Sept documents portant sur l'Afrique ont été élaborés, dont six ont été ensuite publiés en juin 2011 dans les *Perspectives du développement de l'enfant* (CDP) de la revue du SRCD. Dans la mesure où il s'agissait d'un atelier scientifique majeur portant sur un sujet unique, et dans la mesure où des activités de suivi associées à cet objectif ont eu lieu, le premier numéro de La Voix du DPE en Afrique portera principalement sur les notes de l'atelier et des articles. Une seconde section plus courte (II) a pour thème la recherche centrée sur l'Afrique par opposition à la recherche menée par l'Afrique, thème qui a été traité dans deux articles du volume *Perspectives du développement de l'enfant* (CDP).

I. RENFORCER LES CONTRIBUTIONS DE L'AFRIQUE A LA RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT

(adapté du Rapport de l'atelier SRCD de Marfo & Pence)

Les réalités actuelles mondiales dans ce domaine, telles qu'elles sont reflétées par le financement de la recherche, les publications, les conférences et les autres moyens de filtrage professionnel/universitaire, garantissent presque à coup sûr la marginalisation des programmes intellectuels envisagés à l'extérieur du monde universitaire occidental (Pence & Marfo, 2008). Les perspectives scientifiques sur les questions ayant une pertinence conceptuelle et pratique pour l'Afrique et de nombreuses autres régions du monde non occidental ne trouvent pas facilement leur place dans les revues occidentales de premier plan, en partie parce que la vision du monde euro-américain est souvent le critère de référence servant à déterminer la pertinence dans ces publications. En particulier en Afrique, le financement de la recherche est quasiment inexistant et les publications pour diffuser le peu de recherche financée et produite sont rares. La recherche sur le développement de l'enfant qui est disponible en Afrique est principalement conçue, financée et menée par l'Occident. Les efforts de nombreux scientifiques africains pour publier leurs travaux dans les revues majeures d'Amérique du Nord, d'Europe et d'ailleurs sont rendus non compétitifs, en raison de leur accès limité, souvent tardif, à la littérature actuelle des autres régions du monde. L'Afrique est par conséquent gravement désavantagée en matière de production et de diffusion des connaissances. Bien que l'on puisse être tenté de considérer cela comme un problème africain, cela nuit à la science du développement de l'enfant dans son ensemble, car cela perpétue le caractère contextuellement biaisé de la base de connaissances dans ce domaine et limite profondément toute revendication éventuelle de l'existence d'une base de connaissances mondiale.

L'atelier a été articulé autour de quatre objectifs : (1) examiner l'état et les besoins du développement de l'enfant en Afrique, (2) partager les perspectives divergentes sur la signification de l'africanisation de la recherche sur le développement de l'enfant, (3) présenter les données issues des principaux travaux de recherche et des initiatives pratiques sur le continent, et (4) identifier les besoins de réseautage et de renforcement des capacités en vue d'actions futures. Les participants (ou membres de l'équipe : Robert Levine, Sarah Levine, Charles Super, Sara Harkness, Bame Nsamenang, Robert Serpell, Bob Myers, Çiğdem Kağitçibaşı, Kofi Marfo et Alan Pence) appartenaient à différentes disciplines : anthropologie, éducation et protection de la petite enfance, économie, éducation et psychologie (clinique, éducative, développementale et expérimentale). Ils étaient affiliés avec ou travaillaient dans au moins huit pays : Cameroun, Canada, Ghana, Kenya, Mexique, Turquie, États-Unis et Zambie.

Les co-organisateur/chefs d'équipe (Pence et Marfo) ont appliqué un processus en plusieurs étapes couvrant une période de 9 mois entre l'annonce de l'attribution de la subvention en avril 2008 et la tenue de la conférence la première semaine de février 2009. Chaque membre de l'équipe a préparé une courte déclaration d'idée reflétant le type de contribution qu'il souhaitait faire en combinaison avec les quatre objectifs. Les chefs d'équipe ont examiné toutes les déclarations avant de démarrer la phase complète de rédaction des documents. Afin de consacrer plus de temps à la discussion collective sur les contributions et à la planification des activités de renforcement des capacités de l'après-conférence, les documents préliminaires ont été distribués avant la conférence afin de permettre aux membres d'avoir la possibilité de lire chaque document et de se préparer à la conférence avant leur voyage à Victoria.

Résultats scientifiques

La première vague de production scientifique issue de la conférence était composée d'une série de sept documents (y compris l'introduction intégrée). Les titres des documents et le nom de leurs auteurs respectifs sont énumérés ci-dessous :

Renforcer les contributions de l'Afrique à la recherche sur le développement de l'enfant : introduction
Kofi Marfo, Alan R. Pence, Robert A. LeVine, & Sarah LeVine

Recherche sur l'éducation et la protection de la petite enfance en Afrique : défis historiques, conceptuels et structurels
Alan R. Pence

Contributions de l'Afrique à la science du développement de l'enfant : perspectives et défis
A. Bame Nsamenang

La responsabilité sociale en tant que dimension de l'intelligence et objectif éducatif : données de la recherche programmatique dans la société africaine
Robert Serpell

Développement de la petite enfance en Afrique de l'Est : prestation régionale de service et initiative de recherche
Peter A. M. Mwaura

Penser localement, Agir mondialement : les contributions de la recherche africaine au développement de l'enfant
Charles. M. Super, Sara Harkness, Oumar Barry & Marian Zeitlin

Imaginer le domaine du développement de l'enfant africain
Kofi Marfo

Chacun des principaux documents aborde, à des degrés divers, un ou plus des quatre objectifs centraux du projet. Dans le premier document, Marfo, Pence, Levine & Levine exposent la raison d'être justifiant la priorité accordée à l'Afrique dans le cadre de l'effort pour avancer vers une science du développement de l'enfant plus inclusive. De plus, ils offrent une vue d'ensemble du projet de l'atelier : ses objectifs, ses procédures et ses résultats. Dans le second document, Alan Pence, présente une critique historique et paradigmatique de l'occidentalisation de la recherche sur l'enfance et le développement de l'enfant en Afrique. Il déplore la façon dont les dynamiques néocoloniales comme la mondialisation et l'universalisation de l'enfant nuisent à la pertinence contextuelle, perpétuent le manque de considération à l'égard des valeurs et des conceptions endogènes et freinent les possibilités d'émergence d'une science véritablement mondiale du développement s'ouvrant aux voix des sociétés non occidentales. Bame Nsamenang aborde les questions relatives à la définition de la nature des

contributions de l’Afrique. Il examine par quels moyens la recherche en Afrique contribuera de façon unique à une science mondiale du développement et expose quelques-uns des défis clés que doit surmonter la recherche en Afrique pour occuper la place qui lui revient au sein de l’entreprise mondiale du savoir. Il souligne en particulier l’importance de fonder la recherche et les études sur les réalités africaines sans nécessairement négliger les perspectives exogènes.

Le document de Robert Serpell présente un programme soutenu de recherche empirique qui a employé des méthodes et collaborations multiples pour examiner les conceptions locales de l’intelligence en Zambie. Serpell expose les phases de l’élaboration du programme de recherche, identifie les exemples de travail supplémentaire qu’il a déclenché et s’appuie les décennies d’expérience qu’il a de ce travail non seulement pour présenter les pratiques et les implications politiques, mais aussi pour offrir des conseils sur la poursuite d’une enquête constructive et la préparation des chercheurs sur le continent. Peter Mwaura décrit l’une des initiatives régionales visibles d’intervention communautaire en matière de petite enfance. Le programme des Centres de ressources Madrasa (MRC) s’adresse aux enfants d’âge préscolaire des communautés musulmanes de plusieurs pays d’Afrique de l’Est. Soulignant l’incorporation unique de la recherche dans la mission de prestation de service de ce programme, Mwaura présente les preuves émergentes issues des études en cours sur les processus et les résultats du programme. Il conclut le document par une discussion sur les défis relatifs aux activités et aux capacités de recherche dans la région.

Le document de Charles Super, Sara Harkness, Oumar Barry et Marion Zeitlin répertorie les contributions actuelles et futures de l’Afrique dans le contexte historique des contributions que le continent a déjà apportées aux connaissances sur le développement à travers les travaux des scientifiques expatriés euro-américains qui ont fait de l’Afrique l’un des terrains majeurs de la recherche interculturelle. Tout en rendant hommage à ces contributions, Super et ses collègues considèrent que l’avenir de la recherche en Afrique repose « dans les mains de ceux qui ont une compréhension profonde de l’Afrique et penseront localement en ce qui concerne le développement de l’enfant là-bas. » Tout aussi important, ils jugent le mariage réussi du local et du mondial comme la fondation nécessaire des progrès dans ce domaine.

Enfin, Kofi Marfo examine le futur de la recherche sur le développement de l’enfant en Afrique sous l’angle du développement de cette discipline. En plus de présenter la vision d’un domaine africanisé, il identifie les leçons à tirer des pièges de la science occidentale du développement. Ce faisant, il souligne la futilité des approches du développement de la discipline qui considère les sciences africaine et mondiale du développement comme des entreprises s’excluant mutuellement.

Voix supplémentaires

Au vu des restrictions sur le nombre et la longueur des manuscrits pouvant être rassemblés dans la section spéciale proposée par le CDP, la priorité a été accordée aux documents de travail portant directement sur l’Afrique subsaharienne. Pour s’assurer que toutes les contributions à la conférence étaient bien représentées dans la publication, l’introduction intégrée a donné des vues d’ensemble un peu plus détaillées des deux documents de travail rédigés par les scientifiques dont l’invitation au groupe était fondée sur leurs contributions internationales uniques. En ce qui concerne la sélection des thèmes des documents des membres de l’équipe Çiğdem Kağıtçibaşı et Robert Myers, les questions traitées ont proposé des perspectives alternatives et réfléchies sur des points de vue exprimés dans d’autres contributions.

La contribution de Kağıtçibaşı’s (2009) incluait une réaction aux critiques abordant l’imposition des orientations occidentales au monde non occidental. Elle a structuré ces questions autour du danger de succomber à deux hypothèses erronées : la fausse unicité (décrivant un phénomène comme unique à une culture donnée quand il peut en fait exister dans d’autres cultures) ou la fausse universalité

(supposer des caractères communs entre les cultures quand il n'y en a pas). Elle a jugé que la solution à ce problème reposait sur une approche reconnaissant la coexistence de schémas spécifiques à une culture et de schémas universels de développement. Kağitçibaşı a plaidé en faveur de « l'intégration du local avec le mondial. » Pour illustrer cette orientation, elle a présenté son travail sur le soi dans lequel elle a rassemblé les constructions d'autonomie et d'appartenance dans une seule formulation théorique.

Qu'il s'agisse des grands courants de la psychologie qui privilégient traditionnellement l'autonomie sur l'appartenance ou de l'association dichotomique de l'autonomie dans les sociétés individualistes et de l'appartenance dans les sociétés collectives caractéristique de la psychologie interculturelle, Kağitçibaşı considère anormal de décrire ces deux besoins humains fondamentaux comme incompatibles ou comme des attributs exclusivement spécifiques à une culture. Son utilisation de la synthèse intégrée pour aborder cette question a produit la théorie unifiée du soi indépendant-et-dépendant [autonomous related self] comme modèle d'un soi sain entre les cultures (Kağitçibaşı, 2007). Pour noter la pertinence de ce travail avec le contexte africain, où le soi indépendant-et-dépendant, comme dans d'autres sociétés collectives, est alimenté couramment dans le cadre du processus d'éducation de l'enfant, Kağitçibaşı propose de mettre un accent correspondant sur l'autonomie individuelle pour favoriser le développement d'un soi plus équilibré et psychologiquement sain.

Robert Myers (2009) a fait des commentaires analytiques sur certains thèmes et critiques majeurs au cœur de la conférence en employant la métaphore de mondes différents pour présenter l'éventail complexe de forces interdépendantes (géopolitique, culturelle, paradigmatique, disciplinaire et pratique) qui ont fourni à la fois le contexte de l'émergence du développement de la petite enfance en tant que domaine d'études et les types et les niveaux d'analyse menés sur les défis dans ce domaine. Voici les deux dimensions clés de ses commentaires. Dans un premier temps, il a prévenu que les mondes minoritaire et majoritaire n'étaient pas toujours les mondes distincts et dichotomiques décrits dans les critiques des influences euro-américaines sur le reste du monde. Il a expliqué par exemple que l'imposition des valeurs culturelles et des hégémonies disciplinaires dans le domaine du développement de la petite enfance n'étaient pas un problème « entre-mondes », car c'était également un défi significatif dans l'histoire de ce domaine dans le contexte euro-américain. En Afrique, comme dans d'autres régions du monde, les frontières géopolitiques et culturelles ne convergent pas obligatoirement ; il est donc important de transcender les catégories continentales voire régionales (par ex., l'Afrique subsaharienne) pour s'intéresser aux différences à l'intérieur d'une catégorie. Comme c'est le cas dans la plupart des situations sociales et humaines Myers a prévenu que les écarts dans les façons dont nous voyons et exprimons le développement de l'enfant sont certainement aussi importants à l'intérieur de ces grandes catégories qu'ils le sont entre elles ou parmi elles. En conséquence, Il a plaidé pour accorder une plus grande attention aux différences nationales, et peut-être encore plus important, aux différences sous-régionales.

À la critique selon laquelle les organisations internationales de financement sont complices de propager une vision monolithique et erronée du développement de l'enfant fondée sur les paradigmes dominants de la psychologie, il appelle à la prudence au motif que la communauté des agences internationales n'est pas homogène. Par exemple, il a établi une distinction entre les établissements de prêt et les organisations internationales non gouvernementales (ONG) ou les fondations ; il a signalé que si certaines agences étaient coupables d'imposer leurs idées et leurs programmes au monde minoritaire, il existait des initiatives d'organismes internationaux qui non seulement respectaient et encourageaient la diversité culturelle, mais étaient aussi attentives à l'importance de « commencer là où sont les gens. »

Résultats de la planification stratégique

Le travail du groupe d'étude a eu deux dimensions interdépendantes. La première (les contributions scientifiques officielles) a servi de tremplin au processus de planification stratégique (la seconde dimension) visant à identifier des mesures concrètes qui pourraient être entreprises sur le continent

pour renforcer les structures institutionnelles nécessaires pour soutenir la recherche et un terrain de pratique viables. Tout au long des discussions de planification stratégique, les co-organisateur ont mis l'accent sur la nécessité d'avoir un large éventail d'activités de recherche et d'élaborer des systèmes pour étendre l'enseignement supérieur et soutenir les universitaires africains travaillant sur le continent. Cette section rend compte des délibérations et des actions de deux larges domaines : (a) la recherche et (b) l'enseignement supérieur, avec un accent particulier sur le développement de la petite enfance – un secteur auquel deux chefs d'équipe et plusieurs autres membres du groupe d'étude ont fait des contributions sur le continent au cours de la dernière décennie (voir Garcia, Pence, & Evans, 2008 ; Pence, 2004 ; Pence & Marfo, 2004 ; Pence et al., 2004 ; Pence & Nsamenang, 2008 ; Pence & Schafer, 2008 ; Marfo, Biersteker, Sagnia, & Kabiru, 2008 ; Mwaura & Mohamed, 2008 ; Nsamenang, 2008).

Développer une base de connaissances de la recherche empirique

L'un des documents de travail, celui de Robert et Sarah LeVine, a mis l'accent sur « la recherche sur le terrain » et formulé des propositions et des lignes directrices pour un programme de recherche à grande échelle, multi-sites et multi-régions, conçu sur le modèle de projets d'envergure exceptionnelle d'autres régions du monde majoritaire. Citons parmi ces modèles les études de surveillance biomédicale commencées à Matlab au Bangladesh dans les années 1960, les études sur les interventions de nutrition menées sous l'égide de l'Institut de nutrition en Amérique centrale et au Panama (INCAP) entre 1969 et 1977, et plus récemment l'Enquête longitudinale sur la santé et la nutrition de Cebu impliquant une cohorte de femmes des Philippines et de leurs enfants nés entre 1983 à 1984. Tous ces programmes de recherche ont été suivis pendant de longues périodes. Il a été noté qu'il n'existait actuellement aucune étude similaire à large échelle abordant les variables clés du développement de l'enfant dans les régions d'Afrique subsaharienne. En plus de produire des données multi-sites cruciales, une telle approche pourrait être structurée en complémentarité avec les autres activités de renforcement des capacités en matière de recherche discutées pendant le forum.

La nécessité : avec environ 12% de la population mondiale totale et près d'un cinquième de tous les enfants et les jeunes âgés de moins de 15 ans, l'Afrique devrait occuper une position importante en termes de contributions potentielles à la base mondiale de connaissances sur le développement de l'enfant. Ses différents systèmes d'organisation sociale et les traditions et les pratiques qu'elles engendrent en matière d'éducation des enfants sont le fondement de perspectives visiblement absentes dans les cultures à partir desquelles la masse de la base de connaissances de la science occidentale du développement a été accumulée. Par exemple, comme Pence l'indique dans son document (dans ce numéro), la pratique consistant à confier les enfants aux soins de leurs frères et sœurs ou d'autres enfants dans la plupart de l'Afrique et des autres régions du monde en voie de développement devrait être une source majeure d'information sur les diverses manières d'élever les enfants dans la base mondiale de connaissances de la science du développement ; ce phénomène est pourtant à peine reconnu dans les théories dominantes sur la socialisation de ce domaine.

L'Afrique est aussi un continent avec une représentation extrêmement élevée et disproportionnée d'enfants exposés à des risques de graves problèmes en matière de développement et de santé. Cependant, comme l'indique la série d'articles récents publiés par le Groupe international de pilotage sur le développement de l'enfant dans la revue *Lancet* (par ex., Engle et al., 2007 ; Grantham-McGregor et al., 2007), très peu de travaux de recherche donnant une orientation sur la façon d'aborder ces problèmes ont été menés sur le continent. Ainsi, il y a un besoin urgent de connaissances contextualisées sur les enfants africains et les conditions de leur développement pour servir de fondement à des politiques et des programmes répondant aux besoins des enfants. Ces connaissances doivent être fondées sur les réalités locales. Il est impossible de réaliser le développement et l'accumulation de bases de connaissances pertinentes localement si une expertise locale suffisante pour mener une recherche solide sur les plans conceptuel et méthodologique n'existe pas.

Perspectives : s'appuyant en partie sur les idées avancées par LeVines, une stratégie en deux volets a été formulée : elle conjugue la poursuite de la recherche interdisciplinaire sur les sujets importants avec la préparation et le mentorat de nouvelles générations de chercheurs sur le développement de l'enfant sur le continent. Le second volet n'est pas exclusivement lié au premier. Lorsqu'ils seront en place, les sites de recherche et les projets qu'ils accueilleront seront un terreau naturel pour la préparation et le mentorat de nouveaux chercheurs. Cependant, indépendamment de l'initiative de recherche multi-sites proposée, il est absolument nécessaire d'offrir un mentorat aux chercheurs en début de carrière qui travaillent actuellement dans des contextes institutionnels spécifiques en poursuivant un travail au niveau national. Ces deux dispositifs de mentorat profiteraient d'un plan où des chercheurs africains chevronnés et des chercheurs internationaux chevronnés connaissant l'Afrique joueraient des rôles de soutien et de mentor auprès de chercheurs plus jeunes. Il sera essentiel de trouver un soutien pour de telles structures tripartites afin de (a) faciliter les rencontres de mentorat et des séances de planification impliquant les trois parties, et (b) financer la recherche issue de ces relations et de ce processus de planification.

Le plan définitif retient un programme de recherche longitudinale multi-sites conçu et dirigé par des scientifiques sur le continent et qui sera mené dans trois sites régionaux, un en Afrique de l'Ouest, un en Afrique de l'Est et un en Afrique australe. En ce qui concerne la substance de la recherche, on attend, entre autres facteurs de conception, que des cohortes d'enfants soient suivies pendant plusieurs années afin de produire des données significatives sur le plan théorique et utile sur le plan pratique.

Le programme de recherche imaginé s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire incluant les questions relatives au développement psychologique, au mode d'éducation et de socialisation de l'enfant, à l'enseignement, à la promotion de la santé et la prévention des maladies, à la nutrition et l'éducation à la nutrition, toutes dans le contexte des valeurs et des conditions sociales et culturelles qui affectent le développement des enfants dans les contextes locaux. Par voie de conséquence, l'expertise pour tous les aspects du programme sera issue de disciplines multiples, notamment l'anthropologie, la sociologie, la psychologie développementale, l'éducation, les sciences de la santé et la nutrition et les méthodes de recherche. Au-delà de l'interdisciplinarité, il est de la plus haute importance que la recherche imaginée dépasse le simple transfert des méthodologies occidentales établies dans les différentes disciplines. À cette fin, l'élaboration de méthodologies et de protocoles qui respectent les façons locales de savoir et permettent d'étudier les conceptions endogènes des phénomènes développementaux sera une caractéristique importante du programme de recherche. Reconnaissant que beaucoup de ce qui est dit et écrit sur les enfants africains est souvent inscrit dans le registre de la tristesse et l'échec, il faudra mettre spécialement l'accent sur les perspectives et les approches représentatives des atouts qui mettent l'accent sur l'ingéniosité psychologique et sociale derrière la réussite et la résilience des enfants dans les situations difficiles. Cela pourrait être en effet l'un des domaines dans lequel les données de la recherche d'Afrique sont susceptibles d'apporter des contributions uniques à la science du développement.

Identifier et classer les établissements africains d'enseignement supérieur et de recherche sur le DPE/DE au regard de leur état de préparation à soutenir de telles initiatives a été le premier pas important en vue de faciliter la réalisation des objectifs de l'atelier (Note de la rédaction : une enquête des établissements d'enseignement supérieur d'ASS au regard de leur offre de programmes et de cours de DPE a été menée par le Bureau régional de l'UNICEF (ESAR) pour l'Afrique orientale et australe en 2009/2010. L'enquête de l'ESAR a été complétée ultérieurement par des informations du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCAR) avec le soutien de l'UNESCO-BREDA et de l'ADEA. Les informations des deux enquêtes seront incluses dans le Numéro #2 de La Voix de l'Afrique).

Reconnaissant l'ampleur de l'initiative élargie et du financement qui sera nécessaire pour ces développements, les participants prévoient une approche progressive parallèle avec des activités et des

projets à plus petite échelle facilités par des membres individuels ou des sous-équipes collaboratives. À Victoria, les participants à la conférence ont rencontré les trois grandes organisations (Banque mondiale, Groupe consultatif sur l'Éducation et la protection de la petite enfance et Save the Children) pour discuter de ces objectifs et stratégies à long terme.

Contributions à l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne (ASS)

Bien que la conférence sur invitation ait été conçue pour se concentrer largement sur le domaine du développement de l'enfant dans son ensemble, l'impulsion en faveur du projet est venue des travaux en cours sur le développement de la petite enfance (DPE) en Afrique menés par les chefs d'équipe (par ex., Garcia et al., 2008 ; Pence & Marfo, 2004). Citons parmi les travaux l'utilisation du modèle de curriculum génératif adapté au contexte pour préparer le personnel de leadership du DPE dans plusieurs pays africains (UVDPE, 2000 ; Pence, 2004 ; Pence & Schafer, 2006). Les participants au programme venaient de seize pays d'Afrique orientale, australe, centrale et occidentale, il était donc logique de s'appuyer sur les travaux de DPE lors de l'étude des contributions sur la préparation du personnel dans le secteur de l'enseignement supérieur.

Le besoin : Bien que l'ASS compte quelques exemples de programmes d'éducation et de protection la petite enfance dans les établissements d'enseignement supérieur en place depuis plus d'une décennie (par ex., Kenya, Nigeria et Afrique du Sud), la plupart des pays de la région ont peu de choses disponibles dans l'enseignement supérieur. Là où ils existent, les programmes de ce genre sont généralement très récents et proposent relativement peu de cours. De plus, il est extrêmement rare que ces cours ou programmes soient largement disponibles à l'échelle nationale sous la forme d'enseignement réparti ou à distance. Dans la mesure où la population d'ASS, et plus spécialement sa population d'enfants, est principalement rurale, l'absence de cours abordant les questions de la protection et du développement de l'enfant — entendu comme holistiques, interdisciplinaires et intersectorielle par nature — pose un problème pour le développement d'approches communautaires appropriées à la protection et au bien-être des enfants. Il est envisagé que les cours et les programmes éducatifs de ce genre soient fondés sur une approche de parcours pédagogique gradué dans laquelle les opportunités locales de formation, qui sont souvent fournies par des organisations non gouvernementales et communautaires, seraient intégrées à des offres de formation supérieure commençant par des programmes courts délivrant un certificat, qui pourraient ensuite mener à des programmes post-secondaires d'un ou deux ans. À leur tour, ces programmes pourraient mener, avec le temps, à des programmes universitaires et à terme à des possibilités d'études effectives aux cycles supérieurs.

Perspectives : ces dix dernières années, différents établissements d'enseignement en Afrique ont développé des formes de prestation de programme en ligne. L'université virtuelle africaine (UVA) fait partie de ces programmes, tandis que l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), l'un des plus grands établissements de formation à distance (avec environ 200 000 étudiants) propose une variété de possibilités d'apprentissage réparties (en ligne ou non). Une approche plus spécialisée, centrée sur le leadership dans le domaine du développement de la petite enfance (DPE), est l'Université virtuelle de DPE (UVDPE) qui utilise une prestation combinée, en ligne et présentielle, pour soutenir des cohortes, identifiées par pays et intersectorielles, de 25-30 étudiants/dirigeants de DPE par prestation. Les séminaires présentiels se déroulent pendant deux semaines tous les six mois en différents endroits du continent.

L'une des stratégies explorées à la conférence est de combiner les caractéristiques d'un agent de prestation à l'échelle de l'ASS et un réseau d'établissements d'enseignement supérieur à l'échelle nationale qui planifierait conjointement une prestation en ligne et présentielle comprenant des cohortes à l'échelon des pays d'environ 25 étudiants qui se rencontreraient dans un établissement du pays pour une interaction et un apprentissage présentiel tout en bénéficiant d'une prestation en ligne à une plus

grande échelle d'environ 250 étudiants entre les dix pays participants. Ce modèle de prestation combinée ASS et pays pourrait incorporer l'approche du Réseau des universités de DPE qui rassemblerait les formateurs nationaux d'une région pour la planification, l'élaboration et les discussions liées à la prestation avant la prestation pilote qui commencerait approximativement 18 à 24 mois après les réunions de planification initiale et de suivi.

Ce qui précède représente une possibilité d'atteindre une échelle contextuellement appropriée conçue pour incorporer les caractéristiques réussies des approches de prestation de service actuellement en cours aux USA.

Conclusion

Capitalisant sur le riche mélange d'interdisciplinarité, l'expérience approfondie à l'échelle internationale et africaine et l'engagement au sein du groupe, la conférence a non seulement pu aborder une question pratique régionale concernant le rôle de la recherche dans l'amélioration du bien-être de l'enfant, mais aussi les contraintes disciplinaires et culturelles qui sapent la légitimité de toute revendication sur l'existence d'une « science du développement de l'enfant » largement pertinente. Le plus grand défi auquel la science est confrontée aujourd'hui est le soutien et la promotion des capacités du monde majoritaire (en voie de développement) à entreprendre des recherches reconnues qui dépasse le niveau « local » et qui reflète les intérêts et les espoirs inhérents à un monde diversifié. C'est une immense entreprise, mais elle doit être poursuivie. Par ce biais, les besoins de la science seront non seulement abordés, mais plus important, les questions développementales et le potentiel des enfants recevront l'attention prioritaire qu'ils méritent.

II. LA RECHERCHE CENTRÉE SUR L'AFRIQUE PAR OPPOSITION A LA RECHERCHE MENÉE PAR L'AFRIQUE

L'une des questions dont les participants ont discuté à l'atelier de Victoria était la différence entre le nombre et l'importance des études sur le DPE et le développement de l'enfant centrées sur l'Afrique par opposition à celles menées par l'Afrique. Ce sujet intéresse beaucoup les personnes engagées dans les activités de promotion des capacités en Afrique subsaharienne et il formera le thème central d'un futur essai publié par notre journal à la suite du processus de collecte et de revue d'articles africains entrepris actuellement par Pence & Ashton.

L'un des articles « Penser localement, Agissez mondialement : les contributions de la recherche africaine au développement de l'enfant » (Super, Harkness, Barry & Zeitlin) fait un excellent travail pour identifier l'importance de la recherche centrée sur l'Afrique. C'est une lecture recommandée sur ce sujet. Un autre article de la série de documents de l'atelier de Victoria étudie la recherche africaine sur le DPE/DE sous un angle quelque peu différent — celui de la recherche menée par l'Afrique. Ce qui suit est un extrait de l'article intitulé « Renforcer les contributions de l'Afrique à la recherche sur le développement de l'enfant : introduction » (Marfo, Pence, Levine & Levine, p. 105).

« Les arguments en faveur de la recherche centrée sur l'Afrique »

Comme cela ressort clairement de l'analyse de Super, Harkness, Barry et Zeitlin (ce numéro), l'Afrique occupe déjà une place importante dans l'histoire de la recherche sur le développement de l'enfant en tant que pôle attractif des jeunes chercheurs à la recherche de schémas universels du développement humain ou cherchant à tester la généralisation de théories occidentales. Les traces de l'influence exercée par les enquêtes menées sur le continent par des scientifiques expatriés, notamment au cours des deuxième et troisième quarts du vingtième siècle, sont évidentes, non seulement en ce qui concerne la théorisation spécifique à un domaine — dans des domaines comme l'attachement (par ex., Ainsworth,

1967, 1977), la socialisation (par ex., LeVine, 1974, 1988, LeVine et al., 1994 ; Le-Vine & LeVine, 1988 ; Weisner, 1987, 1989), le développement moteur (par ex., Leiderman et al., 1973 ; Super, 1976) et la cognition (par ex., Cole, Gay, Glick, & Sharp, 1971) — mais aussi les cadres conceptuels plus larges pour la compréhension des influences contextuelles sur le développement humain en général (par ex., Super & Harkness, 1986 ; Weisner, 1984). Ces contributions ainsi que les productions plus récentes de la recherche itinérante ont été abondamment publiées dans les revues d'Amérique du Nord et internationales et dans les monographies spécialisées et les volumes collectifs des maisons d'édition de premier plan. Elles sont facilement accessibles aux scientifiques du monde entier, supprimant les limites en ressources.

Un tableau différent émerge quand l'attention se déplace vers les contributions de scientifiques africains abordant l'étude du développement de l'enfant à travers une optique et des questions fondées les réalités et les problèmes pratiques du continent. À de nombreux égards, la dynamique du pouvoir entre les sociétés pauvres et riches — telle qu'elle est reflétée dans la différence d'accès aux opportunités de financement de recherche, possibilités de publication, conférences majeures et autres filtres professionnels/universitaires — garantit presque à coup sûr la marginalisation des programmes intellectuels envisagés à l'extérieur du monde universitaire occidental (Pence & Marfo, 2008). Il est toujours possible de montrer des preuves suggérant que les choses s'améliorent, mais indiscutablement les perspectives scientifiques sur les questions ayant une pertinence conceptuelle et pratique pour l'Afrique ne trouvent pas facilement leur place dans les revues occidentales de premier plan. C'est en partie parce que la vision du monde euro-américaine est souvent le critère de référence servant à déterminer la pertinence dans ces publications (Arnett, 2008).

En Afrique, le financement de la recherche est quasiment inexistant et les publications pour diffuser le peu de recherche produite — financée ou par d'autres moyens — sont rares. Les efforts de nombreux scientifiques d'Afrique pour publier leurs travaux dans des revues internationales majeures sont rendus non compétitifs, en raison de leur accès limité, souvent tardif, à la littérature actuelle des autres régions du monde. Cette situation a pour conséquence que beaucoup de travaux de recherche menés par des scientifiques africains sur le continent sont confinés à la littérature grise dont l'étendue et la teneur devraient être un sujet de recherche. La littérature grise est définie pour inclure les thèses non publiées (de maîtrise et de doctorat), les documents de travail, les rapports techniques de recherche, les comptes rendus de conférence ainsi que les études apparaissant dans les périodiques/monographies ayant une circulation limitée hors de l'institution émettrice. Dans un document évaluant la recherche sur le développement cognitif en Afrique, Serpell (1984) a noté qu'en raison de défis similaires à ceux exposés ici, il était plus facile de mener une enquête systématique sur les tendances hors d'Afrique qu'à l'intérieur.

Ce tableau n'a pas beaucoup évolué même avec les avancées des technologies de l'information et de la communication, bien qu'il y ait une lueur d'espoir à souligner ici. Sous l'égide de l'association des universités africaines (AUA), la Base de données des thèses et des mémoires africains (DATAD ; <http://aau.org/datad>) a été lancée récemment avec le financement des Fondations Ford et Rockefeller. Parallèlement à d'autres initiatives autour du continent, la DATAD devrait commencer à combler certaines lacunes, mais l'accès au texte intégral des documents via les plateformes émergentes demandera encore des années. La DATAD n'est que l'un des exemples de la façon dont les établissements d'enseignement supérieur d'Afrique (EES) répondent à la nécessité critique d'activités de renforcement des capacités et de développement des infrastructures pour faire avancer la recherche. Cette nécessité a été soulignée par les initiatives de l'AUA en vue de positionner les EES en tant qu'agents positifs du changement à travers le continent et permettre aux scientifiques africains de renforcer leur rôle dans la recherche et l'analyse des politiques. Les objectifs du plan stratégique 1999 de l'AUA, intégrés plus tard dans le programme de base 2005-2009, a mis l'accent sur (a) le renforcement des capacités pour la production et la diffusion des connaissances, et (b) le renforcement de la présence

des universités africaines dans les instances continentales / internationales et de leur influence (<http://aau.org/?q=about/coreprog>).

Le groupe d'étude espérait accomplir au moins deux résultats complémentaires en ce qui concerne le renforcement des capacités en matière de recherche en Afrique. Premièrement, parallèlement à d'autres initiatives sur le continent — par ex., les ateliers régionaux sur la recherche organisés par la Société pour l'étude du développement comportemental (ISSBD) et l'Association internationale de psychologie interculturelle (IACCP) — il espérait que les initiatives de renforcement des capacités émergeant de ses travaux pourraient être un modèle de la manière dont les objectifs stratégiques de l'AUA pourraient être réalisés ; deuxièmement, que ses travaux feraient avancer les efforts du SRDC pour promouvoir les « perspectives internationales en matière d'étude du développement de l'enfant. »

Il serait tentant de considérer le désavantage de l'Afrique en matière de production et de diffusion des connaissances comme un problème africain, mais même si les nombreuses questions évoquées ici ont été structurées autour de l'Afrique à cause de l'axe spécialisé du projet, elles sont applicables à d'autres régions du monde non occidental. Si elles ne sont pas abordées, les contraintes liées à la production et à la diffusion identifiées ici ne serviront qu'à perpétuer le caractère contextuellement biaisé des connaissances existantes et limiter profondément toute revendication éventuelle de l'existence d'une base de connaissances mondiale.

Listes des sites web/liens liés au DPE

Sites d'information générale sur le DPE

AidData

<http://www.aiddata.org/home/index>

Ce site facilite l'accès à des données complètes et de l'information textuelle sur les activités de développement financées par l'aide. C'est une fusion de AidA (Development Gateway's Accessible Information on Development Activities) et de PLAID (partenariat du College of William et de l'Université Mary et Brigham Young).

Fondation Bernard Van Leer

<http://www.bernardvanleer.org>

Ce site web dresse le profil du travail de la Fondation Bernard Van Leer, une organisation qui cherche à accroître les opportunités des enfants qui grandissent dans des milieux socialement et économiquement défavorisés. Les rapports annuels, les projets en cours et les initiatives de recherche en DPE sont décrits en détail.

Child Rights Information Network (CRIN)

<http://www.crin.org>

Le réseau de l'information sur les droits de l'enfant (CRIN) est un réseau mondial qui diffuse l'information sur la Convention des droits de l'enfant et les droits des enfants auprès des organisations non gouvernementales (ONG), des agences des Nations unies, des organisations inter-gouvernementales (OIG), des établissements d'enseignement et d'autres experts des droits de l'enfant. L'unité de coordination est basée à Londres au Royaume uni.

Commonwealth of Learning (COL)

<http://www.col.org>

Le COL est une organisation inter-gouvernementale créée par les chefs de gouvernement du Commonwealth afin d'encourager le développement et le partage du savoir, des ressources et des technologies de l'apprentissage libre/éducation à distance. Le COL aide les nations en voie de développement à améliorer l'accès à une éducation et une formation de qualité.

<http://www.col.org/resources/knowServices/Pages/kf.aspx>

Le **Répertoire de connaissances du COL** répertorie environ un million de documents sur l'éducation et le développement à partir d'une sélection de sites web. Voir Développement, DPE.

Communication Initiative, The — ECD Focus

<http://www.comminit.com/early-child/category/sites/global/early-child-development/>

La fenêtre intégrée sur le développement de la petite enfance de ce site porte spécifiquement sur les informations relatives au développement intégré de la petite enfance.

Veillez également vous reporter à la section de ce site web sur les technologies de l'information et de la communication pour le développement : <http://www.comminit.com/ict-4-development/category/sites/global/ict-development/>

Groupe consultatif sur le DPE

<http://www.ecdgroup.com>

Ce site contient des ressources internationales en soutien aux jeunes enfants.

Eldis, University of Sussex Development Research Gateway

<http://www.eldis.org/index.cfm?objectId=235461D0-C2E2-3D32-A66B354570EC7C95>

On peut effectuer des recherches dans cette énorme base de données (26 000 documents et organisations clés plus 100 000 pages web sélectionnées) par sujet et pays. Elle contient un ensemble complet de documents, articles et rapports sur une grande variété de sujets. Les liens web *Social* sont regroupés dans les sujets suivants : enfants, société civile, éducation, genre, santé, droits de l'homme, politique, population et pauvreté.

Pour un guide des ressources sur les enfants et les jeunes, consulter :

<http://www.eldis.org/children/index.htm>

PAN:Children

<http://children.pan.org.za/>

est un pôle de savoir en ligne complété par des activités de dialogue et de renforcement des capacités fournissant des informations sur les droits des enfants et l'égalité. Fruit d'un partenariat entre le HSRC et l'UNICEF, cette plateforme vise à fournir un dépôt numérique de données consolidées sur la situation des enfants en Afrique du Sud.

Save the Children

<http://www.savethechildren.org>

Ce site web dresse les profils des principaux projets et documents de cette organisation œuvrant dans 26 pays avec l'intention d'opérer « des changements durables, positifs dans la vie des enfants dans le besoin ».

Page d'accueil des Nations unies

<http://www.un.org/>

La page de démarrage des Nations unies offre une palette de langues, par exemple, l'anglais, le français, l'espagnol et l'arabe, comme point d'entrée de ses programmes, documentation et publications.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

<http://www.undp.org/content/undp/en/home.html>

Le site du PNUD est une bonne ressource pour l'information statistique et l'analyse des questions du développement par région et par sujet.

<http://www.undp.org/africa/>

On peut accéder au site du PNUD par bureaux régionaux et nationaux. Les liens des bureaux nationaux fournissent les publications, les projets et les coordonnées.

UNESCO, Développement de la petite enfance

<http://www.unesco.org/en/early-childhood/>

La section Petite enfance et famille comprend des informations sur l'éducation de la petite enfance et l'éducation des parents et de la famille.

UNESCO, Education pour Tous (EPT)

<http://www.unesco.org/en/efa>

Le site web de l'Education pour Tous (EPT) des NU fournit l'historique, l'information par pays, le suivi et les forums régionaux.

http://www.unesco.org/education/efa/region_forums/arab_region/index.shtml

http://www.unesco.org/education/efa/region_forums/sub-sah_afr/index.shtml

Les sites régionaux de l'EPT comprennent les informations statistiques et l'analyse des différents indicateurs de l'éducation par région et par pays.

Base de données de l'UNICEF

http://www.unicef.org/statistics/index_countrystats.html

Ce site contient une série d'indicateurs utiles par pays.

Note : l'affichage le plus récent de cette série d'indicateurs avant le commencement de votre cours UNDPE est contenu dans votre dossier de lecture ECDVU-SSA-4 CD-1 dans CYC541/CYCI485.

UNICEF, Innocenti Research Centre

<http://www.unicef-icdc.org/>

L'objectif général du Innocenti Research Centre est de promouvoir les droits de tous les enfants. Ce site web offre un accès à un certain nombre de ressources bibliographiques et bases de données internes, ainsi qu'à des liens avec plusieurs bases de données externes, des ressources en ligne et des organisations qui intéressent ceux qui travaillent pour promouvoir les droits des enfants et des femmes.

De l'UNICEF

<http://www.unicef.org/publications/index.html>

C'est la section des ressources en information du site principal de l'UNICEF avec des statistiques et des publications en ligne par titre, région, sujet et date.

Banque mondiale

Développement de la petite enfance —

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTEDUCATION/0,,contentMDK:20264764~menuPK:617557~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282386,00.html>

Ce site fournit une base de données, incluant des liens avec les sites de l'annuaire **DPE de la Banque mondiale**, des revues et rapports, et des données et statistiques. Il dresse le profil des efforts visant à promouvoir la croissance et le développement sains du jeune enfant.

<http://www.worldbank.org/afr/>

Ce site de la **Banque mondiale** contient différents rapports nationaux, histoires et publications et information pour la région de l'**ASS**.

Page d'accueil de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

<http://www.who.int/en/>

L'information est fournie par pays, sujets de santé, publications, outils de recherche et sites de l'OMS par sujets alphabétique.

<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs241/en/>

Fiche technique détaillée de l'OMS sur les mutilations génitales féminines.

<http://www.who.int/library/>

La **Bibliothèque de l'OMS et les réseaux d'information à l'appui des connaissances (LNK)** offrent des services complets de bibliothèque et d'information sur les documents produits et publiés par l'OMS sous forme imprimée ou sous toute autre forme. De plus, les services de la bibliothèque vous donne accès aux ressources d'information sur la santé, la médecine et le développement dans le monde du siège, des bureaux nationaux et régionaux de l'OMS, des ministères de la Santé et d'autres organismes publics, des professionnels de la santé des Etats membres, des autres organismes des NU et internationaux et des missions diplomatiques.

Zunia Knowledge Exchange

<http://zunia.org/>

Ce site est un portail permettant d'accéder à l'information, aux ressources et aux outils des questions du développement et auquel les utilisateurs peuvent contribuer par leurs propres connaissances et expériences. Zunia crée une plateforme commune pour le partage du matériel, du dialogue et de la résolution de problème facile d'accès et de navigation. Cela permet aux personnes engagées dans le domaine du développement de partager l'information, de communiquer facilement et de construire des communautés de pratique autour de défis significatifs de la base jusqu'au sommet.

Sites abordant des centres d'intérêt spécifiques au DPE

Centre for International Rehabilitation Research Information and Exchange

<http://cirrie.buffalo.edu/bibliography/>

Une bibliographie composée de matériels ayant une pertinence technique, culturelle et historique pour les handicaps, les besoins spéciaux, les réponses sociales et éducatives et la rééducation au Moyen-Orient et en Afrique australe.

Disabled Village Children

<http://www.dinf.ne.jp/doc/english/global/david/dwe002/dwe00201.html>

Un guide pour les travailleurs communautaires de la santé, le personnel chargé de la rééducation et les familles.

Nations unies, Publications et indice du Sida (ONUSIDA)

<http://www.unaids.org/en/resources/>

Ce site web bien organisé vous mettra en relation avec des informations précieuses sur le Sida, notamment les publications produites par les organes des NU, des ONG ou d'autres organisations traitant du VIH-Sida, des graphiques et un prototype de glossaire des mots courants en anglais, français et espagnol utilisés par l'ONUSIDA et/ou touchant au VIH-Sida.

Nations unies, Personnes souffrant d'un handicap

<http://www.un.org/esa/socdev/enable/rights/unpwdresources.htm>

Cette page contient des liens avec des articles, des manuels techniques, des publications et d'autres ressources spécifiques au handicap disponibles sur les sites Internet des agences des NU.

UNESCO, Education pour les besoins spéciaux

<http://www.unesco.org/new/en/education/themes/strengthening-education-systems/inclusive-education/>

Ce site examine l'action de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation inclusive au sein du cadre de « l'éducation inclusive ». Il contient des liens connexes avec l'éducation pour les besoins spéciaux.

Haut-commissariat des NU pour les réfugiés (UNHCR), Publications

<http://www.unhcr.org/pages/49c3646c4b8.html>

Ce site web vous met en relation avec de nombreux types de matériels produits par la section de l'information publique du UNHCR. *Refugees*, le magazine trimestriel qui décrit les événements et les questions liées aux réfugiés ainsi que les efforts de l'UNHCR pour aider ceux qui sont dans le besoin présente un intérêt particulier. Le dernier numéro #122 – Mars 2001 est disponible sur le site web : <http://www.unhcr.org/3b690ba47.html> traite des enfants.

UNICEF, Listing des informations sur la protection de l'enfance contre la violence, l'exploitation et les abus

<http://www.unicef.org/protection/index.html>

Ce site fournit des faits de base ainsi que la politique actuelle de l'UNICEF sur les questions relatives à la protection de l'enfance.

Publications UNICEF

http://www.unicef.org/publications/index_pubs_subject.html

Ce lien internet utile vous met en relation avec les publications par thème de l'UNICEF, notamment la protection de l'enfance, les droits de l'enfant, l'éducation, les questions de genre, la santé, le VIH-Sida, la nutrition, la pauvreté et le développement, entre autres.

Organisation mondiale de la santé, Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (ICF)

<http://www3.who.int/icf/icftemplate.cfm>

L'ICF (Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé) est acceptée par 191 pays en tant que norme internationale pour décrire et mesurer la santé et le handicap.

Stratégie de réduction de la pauvreté (PRSP)

<http://www.imf.org/external/np/prsp/prsp.asp>

Pour plus d'informations sur les approches intersectorielles, politiques et procédures de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation, consulter ce site web complet de l'UNESCO : <http://www.unesco.org/new/en/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/funding/innovative-financing-for-education/>

Pour plus d'informations sur le CRC (les questions le plus fréquemment posées, etc.), consulter le site web complet de l'UNICEF : http://www.unicef.org/crc/index_30160.html

Sites web des ONG sur : la gestion, le réseautage, la gouvernance, le leadership, etc.

Ashoka International :

<http://ashoka.org> Ashoka Fellows sont des entrepreneurs sociaux nommés pour travailler avec les jeunes enfants dans différents secteurs. Voir, par exemple, le *Profile of Ashoka Fellow Omolara Otujo* du Nigeria qui travaille pour développer les centres de soins infantiles informels dans les communautés pauvres. <http://www.ashoka.org/fellow/2363>

The Centre for African Family Studies: <http://www.cafs.org>

Centre for Civil Society, Institute for Policy Studies, Université Johns Hopkins : <http://ccss.jhu.edu/>

Earthscan publie un large éventail de livres et de ressources sur le développement organisationnel et international : <http://www.earthscan.co.uk>

A simple capacity assessment tool du **Global Development Research Center.**

<http://www.gdrc.org/ngo/bl-scat.htm>

Network Learning donne un libre accès à des ressources aux ONG travaillant dans le développement ou les domaines humanitaires. Il produit ou trouve des manuels, plus précisément pour aider les petites ONG à renforcer leurs compétences. <http://www.networklearning.org>

NGO Café inclut des sujets comme comment créer une ONG, les réseaux et le réseautage, les codes de conduite d'une ONG, la gestion d'une ONG, l'évaluation du programme d'une ONG, la participation et les partenariats et les outils de renforcement des capacités.

<http://www.gdrc.org/ngo/ncafe-ks.html>

